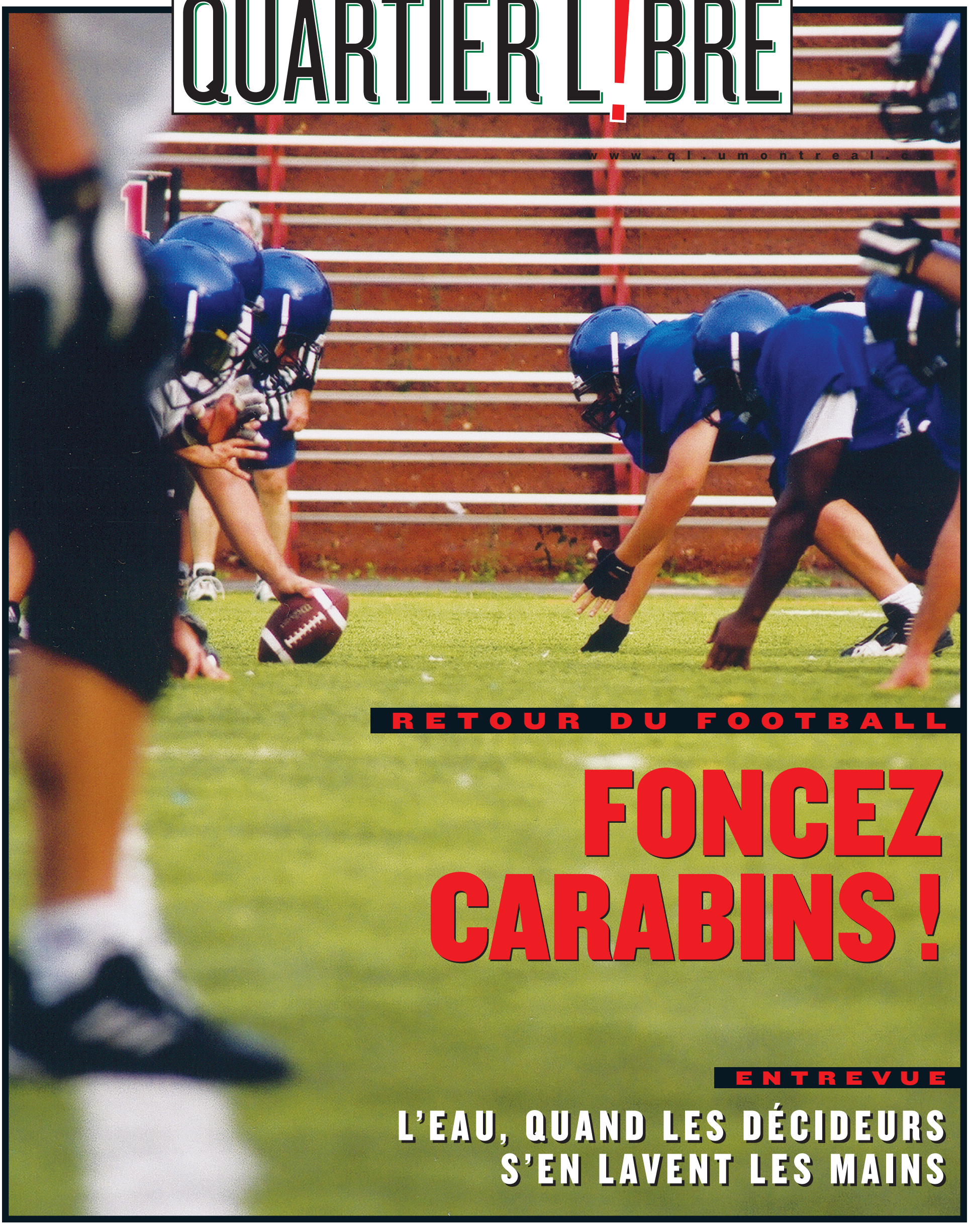
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

QUARTIER LIBRE

www.ql.umontreal.ca



RETOUR DU FOOTBALL

FONCEZ CARABINS !

ENTREVUE

L'EAU, QUAND LES DÉCIDEURS S'EN LAVENT LES MAINS

LE QUARTIER LIBRE - 28 août 2002 - Vol. 10, no 1

Maudit que l'monde est beau !

Spontanément, c'est la conclusion qui s'impose à la vue de cette pétillante jeunesse qui a envahi la Place de la Laurentienne en cette Rentrée 2002.

Ainsi, certains parmi vous s'apprêtent à entamer la plus formidable époque de leur vie, bien qu'ils ne le savent peut-être pas encore, tandis que d'autres chanceux nous reviennent pour la deuxième, la troisième ou la Xe fois. C'est donc avec la plus grande joie que la FAÉCUM accueille les nouvelles et les anciennes cohortes étudiantes. Encore cette année, votre Fédération a tout mis en oeuvre afin que la rentrée des classes soit quelque chose d'autre que le début des cours. Au programme, concert à ciel ouvert avec *Mes Aïeux*, *Fred Fortin* et *Gros Méné*, méga-party au deuxième étage du pavillon 3200 Jean-Brillant, championnat inter-association, épluchette de blé d'Inde déjà épluché, tournoi de babyfoot, match d'ouverture des Carabins (football), service de nourriture et de rafraîchissements au beau milieu de la place de La Laurentienne, le tout du 26 août au 5 septembre.
Soyons-y !

Les bibliothèques constituent une des composantes primordiales du bon fonctionnement d'une université. En effet, elles contiennent la littérature scientifique qui alimente nos connaissances. Leur existence est vitale à l'accomplissement de la mission de formation et de recherche de l'université. Il est essentiel qu'elles soient bien garnies et à la fine pointe de la recherche pour soutenir la vitalité des activités de recherche. L'Université de Montréal étant une des grandes universités de recherche au Canada, elle devrait posséder des bibliothèques dignes de sa renommée. Cependant, les années de coupures dans le financement des universités ont grandement nuit aux documents rendus disponibles par nos bibliothèques. Le rattrapage est donc considérable. Aussi, bien que beaucoup d'efforts aient été entrepris pour améliorer la situation des bibliothèques, de graves problèmes subsistent et doivent être résolus pour que l'institution assure un service à la hauteur de ses ambitions.

L'Université de Montréal se targue constamment du fait qu'elle se compare avantageusement aux autres grandes universités du Canada. Cependant, le budget attribué aux bibliothèques par l'institution est nettement inférieur à celui des autres grandes universités du Canada. Les chiffres des tableaux comparatifs mis en encadré à la fin du présent texte le prouvent bien.

La FAÉCUM rappelle continuellement à l'institution et au gouvernement du Québec la nécessité d'investir des sommes plus importantes dans les bibliothèques, comme dans l'embauche de professeurs, dans l'encadrement et dans les outils informatiques. Elle en a d'ailleurs fait son cheval de bataille en 2000 lors du Sommet du Québec et de la jeunesse. Le réinvestissement en éducation qui en a suivi, bien qu'insuffisant, a permis aux bibliothèques d'insuffler de nouvelles ressources tant attendues. Celui-ci s'accompagne de la signature de contrats de performance qui, bien que contestés, ont notamment rendu possible l'augmentation des budgets des bibliothèques. Le montant versé pour celles-ci avait pour premier but l'acquisition de volumes, l'enrichissement des collections et le soutien aux usagés.

L'inflation du coût des périodiques représente également un enjeu considérable. En effet, le quasi-monopole mondial de six éditeurs de revues spécialisées rend plus complexe l'acquisition parce qu'ils contrôlent la diffusion des textes scientifiques. Cette inflation touche directement nos bibliothèques puisqu'elles doivent absorber une hausse considérable du coût des périodiques représentant annuellement 700 000 $, simplement pour renouveler les abonnements existants. La faiblesse du dollar canadien, le maintien des postes réguliers et la reconduction des projets en cours constituent aussi des éléments qui viennent augmenter les dépenses des bibliothèques. Le coût total du maintien des acquis est évalué cette année à 1 038 340 $. La pression est donc grande pour offrir un service de qualité.

Nous arrivons cette année à la dernière tranche du réinvestissement prévu en éducation. Alors que, du point de vue de la FAÉCUM, des investissements plus importants seraient nécessaires pour compléter le rattrapage et atteindre les objectifs fixés, l'incertitude plane quant à la récurrence des sommes actuellement investies. La FAÉCUM estime que le financement des bibliothèques est d'une importance capitale et doit être assuré par le gouvernement. Il est impératif que le budget alloué soit bonifié.

Cette année encore, la FAÉCUM et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) comptent entreprendre des actions pour améliorer la situation des bibliothèques. La FAÉCUM sera attentive à l'évolution du service des bibliothèques afin de s'assurer que l'offre est à la hauteur des attentes des étudiants. Elle suivra de près aussi, avec la FEUQ, le dossier des revendications à porter au gouvernement provincial, revendications dans lesquelles s'inscriront les besoins des bibliothèques. D'éventuelles élections pourraient être mises à profit pour faire entendre nos revendications à cet égard.

à la une

Depuis des années qu'on en parle, le football refait son entrée à L'UdeM. L'équipe surchauffée va devoir mettre les bouchées doubles pour combler l'écart avec des adversaires aguérris. Jacques Dussault et sa troupe relèvent le défi. Affaire à suivre en huit matches... et peut-être plus!

À lire en page 6

Photographie: Dominic Gauthier
Infographie: Zirval

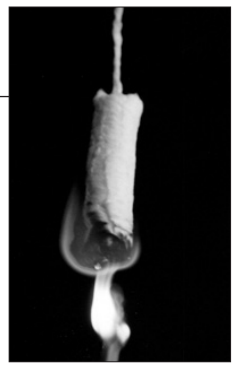
sommaire

CAMPUS

16 milliards pour l'éducation p.4
Facturation pour bons et loyaux Services pp.8-9

SOCIÉTÉ

Le feu aux tampons p.13



MONDE

Zimbabwé: une nouvelle guerre de libération? p.14
Irak, Irak pas? p.15

CULTURE

L'art brut de Palmerino Sorgente pp.18-19

L'INTERVIEWÉ

Isabelle Doré, co-fondatrice de l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau pp.11-12

À quand les vraies révolutions ?

Aurore LEHMANN

J'espère que vous avez passé de bonnes vacances. Les étudiants de l'Université Laval, eux, ont vu arriver la facture de trois mois d'absence du campus. Le 22 mai, pendant qu'on se trempait les orteils dans la piscine, l'université annonçait une augmentation de 180$ des frais obligatoires pour la rentrée 2002, soit près de 10 % de plus que le tarif habituel. Justification officielle: les «frais de gestion». Officieusement, *dixit* la CADEUL (Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval), un déficit annuel de 10 millions qu'il faut éponger. Autrement dit, l'Université vient de trouver moyen de contourner le gel des frais de scolarité.

Comme un problème ne vient jamais seul, on est en droit de craindre que les universités du Québec s'inspirent à l'avenir de cette pratique pour le moins douteuse. Il serait relativement facile de justifier une augmentation des frais, relativement aux autres provinces. De là notre inquiétude et celle de la FEUQ (Fédération des étudiants universitaires du Québec), qui demande au gouvernement canadien un réinvestissement de 16 milliards de dollars répartis sur toutes les provinces, par le biais des Tranferts canadiens en matière de santé et services sociaux.

Au delà du simple (mais non le moindre) et sempiternel problème de financement, la situation précaire des universités québécoises soulève la question de la viabilité d'un système hérité de la Révolution tranquille. Certes, les étudiants québecois bénéficient des meilleures conditions d'accès à l'éducation au Canada, ce qui n'empêche pourtant pas régulièrement la question du financement privé de revenir dans le décors. À moins d'une véritable refonte, on risque de voir Jean Coutu et Pepsi étendre leurs prérogatives et se trouver de nouveaux concurrents directs au cœur même de la vie étudiante. C'est ce qu'on appelle un désengagement progressif de l'État.

JE TIRE MON CHAPEAU AU MINISTRE LEGAULT QUI, QUOI QU'ON EN DISE, A PRIS UN VÉRITABLE RISQUE EN IMPOSANT UNE LOI IMPOPULAIRE.

Quant au relatif confort dont se targuent les étudiants québécois, il ne supporte pas longtemps la comparaison avec certains pays comme la Norvège, démographiquement comparable au Québec, passée maître dans l'efficacité au moindre coût pour les étudiants. Système fondé sur une imposition très élevée, mais garante d'une véritable solidarité. On n'a rien inventé de plus démocratique, n'en déplaise aux partisants de l'impôt minimum pour tout le monde. La différence; un choix de société assumé par la population dans son entier.

On a jamais autant parlé de révolution, à juste titre ou non. Pseudo révolution adéquiste, première Union de la gauche, slogan des Libéraux pour «réinventer le Québec», dans la tradition de la révolution permanente promise par Jean Charest depuis des lustres. Le temps serait donc aux changements et le Parti québécois, engoncé dans ses acquis, ferait bien de s'en inspirer et de réinvestir (dans les deux sens du terme) les terrains de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Dernièrement, Bernard landry déclarait vouloir atteindre la barre des 5% de chômage en 2005, en aidant à la création de 120 000 emplois par année. On aimerait voir un même enthousiasme pour l'éducation. Encore faudrait-il prendre le risque de déplaire aux électeurs.

L'État se doit de reprendre une place prépondérante. Je tire mon chapeau au ministre Legault qui, quoi qu'on en dise, a pris un véritable risque en imposant une loi impopulaire. Loi qui présente l'avantage de remettre les priorités à leurs places.

* * *

À ce propos, une belle occasion ratée. La veille de l'assassinat d'un homme au square Viger, passant devant ledit parc, je me demandais dans quelle mesure la décision des autorités municipales n'allait pas rapidement leur revenir en pleine face. Le jour suivant ma théorie s'est avérée vraie. À peine le corps de la victime refroidi que déjà on montrait du doigt les responsables, à savoir ceux-là même qui, plein de bonne volonté (?), avaient décidé de tolérer la présence des squatteurs. On aurait tort de vouloir tirer une morale trop rapide de ce drame. Pour ma part, la question est la suivante: peut-on encore prétendre se soustraire, non plus au lois, mais aux responsabilités de ceux qui nous dirigent? Visiblement non.

En finir avec la démagogie serait mon souhait pour cette rentrée.

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

DIRECTRICE
Aurore Lehmann
aurorelehmann@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE

CAMPUS: Tristan Péloquin
tristan.peloquin@umontreal.ca
SOCIÉTÉ / MONDE: Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com
CULTURE: Vacant

DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE
Dominic Gauthier
gauthdom@hotmail.com

COLLABORATEURS
Paskal Julou, Fabrice Tremblay

CORRECTEURS
Serge Bergeron, Denis Desjardins

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

ADMINISTRATION
Julie Leblanc

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Imprimerie Alex

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre*
est le journal des étudiants
de l'Université de Montréal
publié par *Les Publications du Quartier Libre*,
une corporation sans but lucratif
créée par des étudiants en 1993.

Bimensuel, le *Quartier Libre*
est distribué gratuitement
sur tout le campus de l'Université de Montréal
et dans ses environs.

Nos bureaux sont situés au:
2350, Édouard-Montpetit,
Résidences de l'UdeM
(Local 5115) C.P. 6128,
succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3C 3J7

Tél.: (514) 343-7630
Téléc.: (514) 343-7744

Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com

Le *Quartier Libre* est membre
de la Presse universitaire indépendante du Québec
(PUIQ)

Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416

Tout texte publié dans le *Quartier Libre*
peut être reproduit avec mention
obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
Mercredi 11 septembre 2002

PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 5 septembre 2002

CONFÉRENCE DE MONTRÉAL

Revendications étudiantes : Ottawa cible capitale

Pour la toute première fois dans l'histoire du mouvement étudiant, une dizaine d'associations d'étudiants collégiaux et universitaires canadiens, dont la FEUQ et la CASA, se réunissent pour faire avancer la cause étudiante à l'échelle du pays. Après une semaine de rencontre à l'Université de Montréal, place aux revendications.

TRISTAN PÉLOQUIN

La coalition forte de quelque 700 000 membres, qui a adopté une plate-forme commune de revendications, compte notamment s'attaquer au problème du déséquilibre fiscal en réclamant d'Ottawa un réinvestissement de 16 milliards dans l'éducation post-secondaire, par le biais des Transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

«Le gouvernement fédéral a dans ses coffres d'énormes surplus. Si l'éducation est pour lui une priorité, il n'y a aucune raison pour qu'il nous refuse un tel réinvestissement», a commenté Nicolas Brisson, président de la Fédération des association étudiantes du Québec (FEUQ), lors du point de presse de presse qui a clôturé la «rencontre historique».

Selon les représentants étudiants, qui s'appuient sur une étude de la FEUQ, les réductions imposées par le fédéral dans les programmes de transferts en matière d'éducation post-secondaire ont entraîné depuis 1994 un manque à gagner de plus de 10 milliards à l'échelle du pays, dont 3,6 milliards seulement pour le Québec. À cette somme, il faut ajouter six milliards pour l'inflation et la hausse des coûts de système (salaires, chauffage, etc.).

«Nous n'accepterons pas une réponse négative de la part du fédéral», a prévenu en anglais Liam Arbuckle, directeur national de la *Canadian Alliance of Students Associations* (CASA), en présence d'une quinzaine d'étudiants venus d'aussi loin que la Colombie-Britannique pour participer à la rencontre qui s'est déroulée du 12 au 14 août.

ENQUÊTE PUBLIQUE INDÉPENDANTE DEMANDÉE

Inquiétés par les traités de libre-échange qui, selon eux, pourraient mener à la privatisation du système d'éducation supérieure, les délégués se sont également entendus pour réclamer d'Ottawa la tenue d'une enquête publique indépendante sur «les impacts de l'inclusion de l'éducation dans la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)».

«Les étudiants canadiens ont tout à gagner en menant une enquête sur les effets réels de ces accords, estime le directeur national de la CASA. *Ce sont des ententes très complexes et le gouvernement se doit d'y mettre les ressources nécessaires afin d'avoir un portrait juste des risques que cela représente pour la pérennité du système canadien d'éducation.»*

La coalition entend de plus faire pression sur le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, pour qu'il annonce publiquement sa volonté de ne pas inclure l'éducation dans les traités de libre-échange, et ce, avant même le début de la Conférence de Quito, en Équateur, où les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) se poursuivront cet automne en présence des ministres du Commerce des deux continents.

Tous s'entendent également pour faire pression auprès des gouvernements provinciaux pour que les frais de scolarité soient réglementés et que les frais afférents ne soient pas utilisés comme «moyen détourné d'augmenter les frais de scolarité».

PLAN D'ACTION EN OCTOBRE

À cours de temps, la coalition n'est cependant pas parvenue à établir un plan d'action précis. *«Nous devrions être en mesure d'avoir une idée des actions que nous voulons poser d'ici le mois d'octobre,* a indiqué Nicolas Brisson. *Il est vraiment trop tôt pour parler de mobilisation des étudiants, mais nous allons mettre nos ressources en commun pour mettre en branle une vaste campagne médiatique sur les enjeux qui nous tiennent à cœur.»*

Traditionnellement, au mois d'octobre, les représentants étudiants des universités et collèges canadiens anglais se rendent à Ottawa pour une semaine complète de lobbying, au cours de laquelle ils rencontrent de nombreux députés et ministres et exigent d'eux certains engagements. Une nouvelle rencontre de la coalition devrait avoir lieu à cette occasion.

Un portable pour l'Université

Un programme d'achat de portable conçu pour les étudiants de l'UdeM

- Outil essentiel pour les futurs professionnels.
- Prix et taux préférentiel exclusif.
- Plan de financement unique pour les étudiants.

Un Portable Pour
Les étudiants
Université de Montréal

HP Omnibook XE 4100

HP Deskjet 3820 à 85$*
Autres modèles à rabais disponibles

- Processeur Intel Celeron 1.2 GHz
- Écran 14.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Graveur CD-RW 24 X 8X 4X
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56Kbps et carte réseau 10 /100Mbps
- Mémoire vidéo 32 Mo
- Clavier français
- Windows XP Pro français

59$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
1897$

HP Evo N1000v

- Processeur Intel Pentium 4 2.0 GHz
- Écran 14.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 256 Mo
- Disque dur 20 Go
- Combo DVD/ CD-RW
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56Kbps et carte réseau 10 /100Mbps
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 7500 32 Mo
- Clavier français
- Windows XP Pro français

77$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
2497$

Apple iBook 700

Epson Stylus Photo 820 à 0$**

- Processeur G3 700 MHz
- Écran 12.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Combo DVD/ CD-RW
- Port Firewire
- Modem 56Kbps et carte réseau 10 /100Mbps
- Carte vidéo ATI Mobility Radeon 16 Mo
- Clavier français
- Mac OS X/ Mac OS 9.2 français

71$ par mois sur 36 mois †
0$ à l'achat, 0$ résiduel
2297$

Pour de plus amples informations visitez le: www.inso.ca/micro2200

Options disponibles:

Deskjet 5550

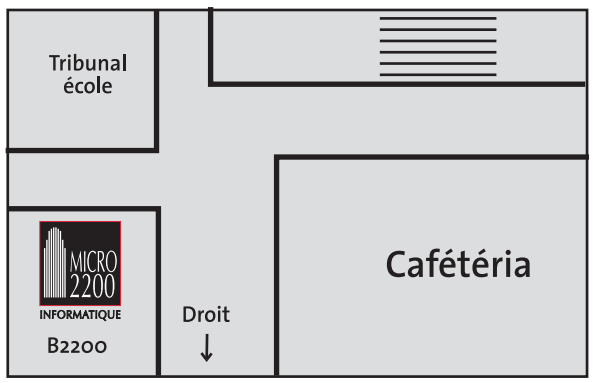
Scanjet 2200

Photosmart 318

Deskjet 3820

- Imprimante à jet d'encre HP Deskjet 5550: **242$** ou **7.47$** par mois†
- Numériseur HP Scanjet 2200: **97$** ou **2.99$** par mois†
- Caméra numérique HP Photosmart 318 **302$** ou **9.32$** par mois†
- Microsoft Office Windows ou Mac: **89$** ou **2.75$** par mois†
- Microsoft Office Pro Windows: **109$** ou **3.36$** par mois†
- Carte réseau sans fils à partir de **139$** ou **4.29$** par mois†
- Sac de transport et kit de sécurité: **79$** ou **2.44$** par mois†

Plus d'options disponibles sur: www.inso.ca/micro2200



Université de Montréal
Micro 2200
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.inso.ca/micro2200
Depuis plus de 11 ans

Revendeur agréé

* Rabais postal HP de 50$US X 1.50 = 75$Can à l'achat d'un portable, 160$ déboursé à l'achat taxes en sus; offre valide jusqu'au 11 octobre 2002. ** Rabais Apple de 150$ sur la Epson Stylus Photo 820 à l'achat d'un iBook, 149$ déboursé à l'achat, taxes en sus; offre valide jusqu'au 30 septembre 2002.
† Taxes en sus, les prix et les configurations peuvent changer sans préavis. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

FOOTBALL UNIVERSITAIRE

De retour dans la mêlée

Après 30 ans d'absence sur le campus, l'équipe de football de l'UdeM renaîtra de ses cendres le 28 août, sous la gouverne de l'entraîneur-chef Jacques Dussault. À quelques jours du botté d'envoi, la fébrilité et la testostérone se font sentir sur le terrain du stade extérieur du CEPSUM. Prêts, pas prêts, on fonce et on se défonce!

Tristan PÉLOQUIN

Masqué par le bruit assourdissant des travailleurs qui se dépêchent de terminer la rénovation du vestiaire, des estrades et de la galerie de presse, un homme planté au milieu du terrain lance un cri puissant et ferme: *«Non, non, non, non! Il reste 50 secondes au match, tu ne fonces pas, tu te jettes par terre!»*. Aux côtés de ses 85 camarades aux épaules démesurées, le porteur de ballon des Carabins écoute attentivement les instructions de l'entraîneur-chef, Jacques Dussault, figure bien connue du football canadien.

Visiblement, il reste encore beaucoup de travail avant le premier match de la saison, le 28 août à 19 heures, contre les Stingers de Concordia.

De l'aveu même de Jacques Dussault, l'équipe n'est pas prête à jouer cette première partie. *«Nous sommes en train de bâtir quelque chose de solide*, lance l'ancien entraineur-chef adjoint des Alouettes. *Il ne faut pas laisser le premier match nous faire perdre de vue les principes de base. Je ne veux pas prendre de raccourcis et le 28 août au soir, on verra bien ce qui va se passer. Qu'on gagne ou pas, ça me passe 100 pieds par-dessus la tête. Je peux assurer par contre que l'équipe va s'améliorer d'un match à l'autre et que les gens qui vont venir nous voir jouer vont s'en rendre compte»*, ajoute-t-il.

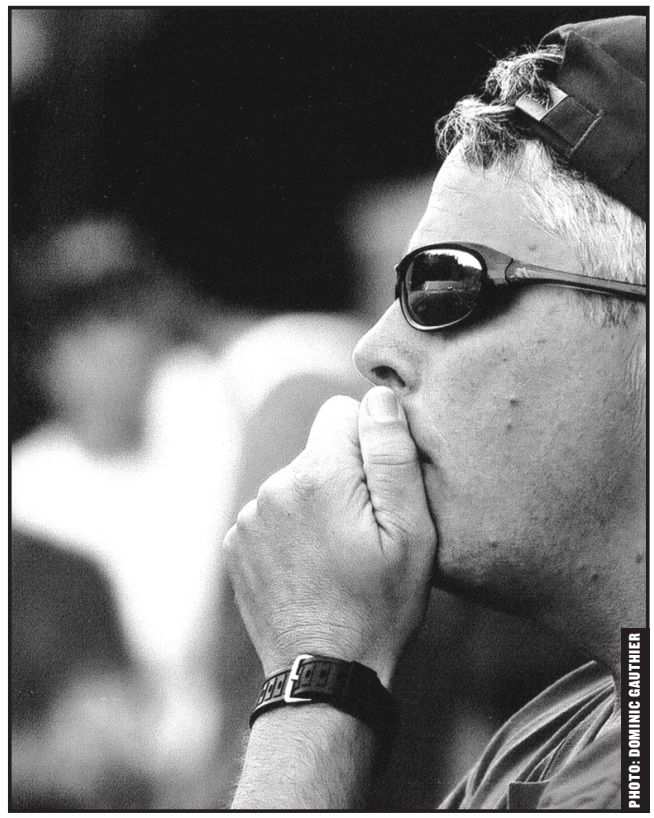


PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

«LE 28 AOÛT AU SOIR, ON VERRA BIEN CE QUI VA SE PASSER», LAISSE TOMBER JACQUES DUSSAULT

Pressée par le temps, la nouvelle équipe s'entraîne intensivement depuis le 15 août seulement, réglementation de la ligue du Sport interuniversitaire canadien oblige. Dans sa grande bonté, la ligue a permis aux Carabins de débuter leur camp d'entraînement deux jours avant les autres équipes de la division du Québec. *«Deux jours de plus, c'est sûr que ça aide, mais ça aurait pris beaucoup plus que ça*, estime l'entraîneur-chef. *Si on considère que les autres équipes de la ligue ont des traditions de 30 ans, 40 ans, voire 50 ans de football derrière elles et qu'une cinquantaine de joueurs vétérans se représentent chaque année au camp d'entraînement, nous sommes face à un très, très gros défi.»*

En acceptant le poste d'entraîneur-chef en octobre dernier, Jacques Dussault a insisté pour qu'il n'y ait pas de saison préparatoire. L'équipe allait devoir être bâtie de toutes pièces en quelques jours seulement. *«Les joueurs comprennent plus vite que ceux du niveau professionnel*, remarque l'entraîneur-chef. *Ils sont plus attentifs et c'est la passion qui leur donne envie de jouer.»*

Tous s'entendent pour dire que le savoir-faire du grand manitou fera la différence. *«Jacques Dussault est un leader naturel, il est motivé et motivant*, assure Jacynthe Crochetière, seule femme parmi le personnel de douze entraîneurs qui travaille d'arrache-pied à mettre l'équipe en place. *Jacques n'est pas un* boss, *il est un guide qui sait comment s'y prendre pour diriger l'équipe vers l'excellence. Avec lui, nous sommes tous entre d'excellentes mains.»*

Le manque de temps ne semble pas inquiéter les joueurs outre mesure. Sur 85 joueurs présents au camp d'entraînement, seulement 42 porteront l'uniforme lors des matchs. Aucun d'entre eux ne sera retranché de l'équipe, assure cependant Dussault. *«Tant que les joueurs savent quel est leur rôle au sein de l'équipe, je n'ai pas d'objection à ce qu'ils restent avec nous.»*

JOUEURS GONFLÉS À BLOC

L'adrénaline et la testostérone étaient palpables au passage du *Quartier Libre*, lors d'une séance d'entraînement des plus agressives.

«L'esprit d'équipe est formidable, lance le quart-arrière Eric McCutcheon, qui évoluait au sein de l'équipe collégiale AAA de Lenoxville l'année dernière. *L'équipe est gonflée à bloc et nous sommes tous très anxieux, mais c'est un stress positif.»*

Au yeux du centre-arrière Ian Inglese, ancien joueur du désormais célèbre Rouge et Or de l'Université Laval, la préparation de l'équipe est exemplaire. *«Un gars comme Jacques Dussault à la tête de l'équipe, on ne peut pas demander mieux! L'entraînement est bien structuré et les joueurs se donnent à fond. Je suis vraiment confiant. Nous allons donner tout ce que nous avons dans le ventre le 28 au soir. Les spectateurs vont être surpris»*, promet-il.

CAMPAGNE DE PROMOTION AGRESSIVE

Pour attirer les foules, l'UdeM a mis le paquet, assurent les organisateurs du Service de sport d'excellence. Des publicités sont diffusées depuis quelques jours sur les ondes de CKAC, de CKMF et du Réseau des sports (RDS), en plus d'annonces publiées dans les pages du *Journal de Montréal*. Les quatre matchs à domicile seront également présentés en direct à la radio universitaire CISM (89,3 FM).

Déjà 2500 billets de saison ont été vendus, sur une capacité totale de 5200 places. Disponibles sur le réseau Admission, les billets pour un seul match sont en vente au coût de 8 $ pour les étudiants (12 $ prix régulier) et de 25 $ pour la saison complète de quatre matchs (40 $ prix régulier).

Une troupe de *cheerleaders*, créée à l'initiative de Mélissa Moisan et de Nancy Mercier, deux étudiantes de l'université, sera de la partie mercredi soir. Accompagnées d'un seul gars, les 21 filles armées de leurs pompons promettent de faire danser et hurler la foule, tout en chantant leur cri de ralliement : *«Foncez Carabins!»*

Faculté des études supérieures

RENTRÉE D'AUTOMNE
AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES
Le 12 septembre 2002 à 15h30
SALLE M-415 DU PAVILLON PRINCIPAL

TABLE RONDE :
FORMATION ET ENCADREMENT

Participants :
Martin Frappier, candidat à la maîtrise, sociologie
Karine Lévesque, candidate au doctorat, microbiologie et immunologie
Lucie Bourassa, professeure, études françaises
Louis Lessard, professeur, physique
Jean Trépanier, professeur, criminologie

ALLOCUTION DU RECTEUR

REMISE DES PRIX DE LA MEILLEURE THÈSE

Vin d'honneur

Vous êtes tous cordialement invités

R.S.V.P. yolande.lemyre@umontreal.ca
(avant le 6 septembre)

Université de Montréal

BONNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE

NOTRE ÉQUIPE CONSEILS SAURA VOUS ACCOMPAGNER AVEC UN ÉVENTAIL DE PRODUITS ADAPTÉS AUX BESOINS ÉTUDIANTS

- **PRÊT-ÉTUDIANT GOUVERNEMENTAL**
- **MARGE DE CRÉDIT AVANTAGE ÉTUDIANT**
- **ÉPARGNE RENDEMENT ÉTUDES DESJARDINS, PLACEMENTS**
- **FRAIS MINIMES**
- **GESTION DE VOS COMPTES PAR INTERNET**
- **LA CARTE VISA DESJARDINS PLAN-D ÉTUDIANTS**

POUR LA RENTRÉE

- **UN COMPTOIR "UNIVERSITAIRE"** (voir horaire Conseils)
- **UNE STRUCTURE FONCTIONNELLE 42 HEURES D'OUVERTURE**

Services Conseils
lundi-mardi-vendredi 8h30 à 15h30
mercredi-jeudi 8h30 à 19h00

Services aux caisses
lundi-mardi-mercredi 10h00 à 14h00
jeudi 10h00 à 18h00
vendredi 10h00 à 15h00

5 GUICHETS AUTOMATIQUES SITUÉS À DES ENDROITS STRATÉGIQUES

- **ÉCOLE DES H.E.C., ANCIEN BÂTIMENT DES H.E.C. ET ÉCOLE POLYTECHNIQUE**

4 GUICHETS AUTOMATIQUES AU SIÈGE SOCIAL

UNE PARTENAIRE FIDÈLE

Desjardins — Caisse populaire Desjardins de Côte-des-Neiges

VOUS SOUHAITE UNE BONNE RENTRÉE

CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CÔTE-DES NEIGES
5480, chemin de la Côte-des-Neiges (Coin Édouard-Montpetit)
Montréal (Québec) H3T 1Y5
Téléphone: (514) 735-1574
Télécopieur (514) 735-2996

internet: caissecdn@qc.aira.com

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

VOUS SOUHAITEZ COLLABORER AU QUARTIER LIBRE?
Prochaine réunion le mercredi 4 septembre à 17 heures au local du journal

Services aux étudiants

Guide des ateliers services de l'Université de Montréal 2002-2003

Pour connaître tous les ateliers et services, les événements et les idées de sorties, consultez Le Fureteur
Culture * Counseling > Santé ✓
Entraide ∞ Emploi → Ressources

Le Fureteur est distribué sur le campus et dans les quartiers environnants pendant toute l'année scolaire.

Université de Montréal

COTISATION AUX SERVICES AUX ÉTUDIANTS

Tendance à la hausse

Fabrice TREMBLAY

Les Services aux étudiants sont depuis longtemps un sujet de discorde entre les associations étudiantes et la direction de l'Université. Alors que cette dernière annonce une hausse des cotisations, on apprend que les négociations avec les écoles affiliées, HEC et Polytechnique, seraient finalement sur le point d'aboutir.

Les Services aux étudiants englobent des activités aussi variées que la Clinique médicale, le Service universitaire de l'emploi et le Bureau de l'aide financière. À partir de la session d'automne, les étudiants devront débourser sept dollars par crédit pour ces services. Une augmentation de un dollar trente par crédit, et une nouveauté : la cotisation etait gelée depuis 1994. *«Nous avions un rattrapage à faire,* explique Lise Duffy, directrice des Services aux étudiants. *Les salaires et le coût des fournitures augmentent. Nous nous devions de rétablir l'équilibre budgétaire».*

La facture des étudiants va donc être révisée à la hausse. Une consolation cependant, le compteur ne tourne plus au delà de 15 crédits. Le montant maximum de cotisation est de 105 $ par session que l'on soit inscrit à 15 crédits ou plus. *«Le plafonnement des cotisations était l'une des principales revendications de la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM)»,* explique Alexandre Bourdeau, coordonnateur aux affaires institutionnelles de la Fédération.

DE NOUVEAUX SERVICES ?

Les représentants étudiants souhaitent que l'augmentation des cotisations soit accompagnée de projets pour améliorer les Services aux étudiants. Parmi les idées proposées, on note la mise en place d'un service d'aide psychologique de première ligne, accessible par téléphone ou sur Internet. *«Avant de faire des proositions concrètes à la direction, la FAECUM veut mener une grande consultation auprès des étudiants pour connaître leurs besoins»,* précise Alexandre Bourdeau.

Du côté de l'administration, on dit travailler à un plan de développement des services, mais ce plan ne sera mis en œuvre que lorsque les finances le permettront. *«Notre déficit appréhendé pour l'an prochain est très important,* rappelle Mme Duffy. *Ce n'est pas le moment pour nous de développer de nouveaux programmes, mais plutôt de consolider ce que nous avons déjà. Nous n'avons pas eu d'augmentation de personnel. En revanche, le nombre d'étudiants est en pleine croissance et nos employés commencent à être un peu essoufflés.»*

C'EST SEPT DOLLARS PAR CRÉDIT QUE LES ÉTUDIANTS DEVRONT DÉBOURSER
DIFFICILE DE SAVOIR CE QUI A PERMIS AUX NÉGOCIATIONS DE SORTIR DE L'IMPASSE

SUR UN PIED D'ÉGALITÉ?

Le financement des Services aux étudiants est problématique depuis plusieurs années. Une contribution plus importante des écoles affiliées, HEC et Polytechnique, devrait permettre d'améliorer la situation. Or, d'après les associations étudiantes, des accords avec les écoles affiliées seraient justement sur le point d'être signés. *«Les négociations se sont accélérées dans les derniers mois»,* confirme Mme Duffy, sans s'avancer davantage.

On sait en revanche que l'École des HEC a décidé d'augmenter, dès cette session, la cotisation des étudiants au

bac. Celle-ci est maintenant de 105 $, soit le même montant que celui déboursé par les étudiants de l'Université de Montréal. Autre changement : dorénavant les étudiants de tous les programmes cotiseront, y compris les étudiants à temps partiel. Cela permettra de recueillir des fonds importants, croit Martin Sigmen, président de l'association étudiante des HEC. *«Au lieu que ce soit seulement les étudiants du bac qui cotisent, tous les programmes vont maintenant faire leur part».* Du côté de Polytechnique, les cotisations n'augmenteront pas pour la session d'automne.

Le fait que les HEC et Polytechnique aient développé leurs propres services aux étudiants complique la situation. Il existe par exemple aux HEC un bureau de placement qui s'adresse spécifiquement aux étudiants de l' École et qui est indépendant du Service universitaire de l'emploi. Pendant plusieurs années, les représentants des HEC et de Polytechnique ont affirmé que leurs étudiants n'avaient pas à payer pour les services de l'UdeM puisqu'ils ne s'en servaient pas. La FAECUM dénonçait au contraire le manque d'équité, affirmant que les étudiants des écoles affiliées avaient bel et bien recours aux services de l'Université. Le cas du CEPSUM est un peu à part puisqu'il est incontestablement fréquenté par les étudiants de tout le campus.

Difficile de savoir ce qui a permis aux négociations de sortir de l'impasse au cours des derniers mois. *«La direction de l'École nous a dit que l'augmentation des cotisations pour nos étudiants allait servir principalement à améliorer les services aux HEC»,* indique Martin Sigmen. *La direction de l'École nous a assurés que du personnel supplémentaire serait embauché pour les services aux étudiants aux HEC et que s'il y a des surplus, ils pourraient servir à engager de nouveaux professeurs»,* ajoute le président de l'association étudiante des HEC. Il précise cependant qu'un montant plus important que dans le passé sera versé à l'Université pour financer les services sur tout le campus.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

English

Cet automne, étudiez l'anglais.

CONVERSATION
- *English Conversation*
  Niveaux débutant, intermédiaire et avancé.
  Plusieurs possibilités d'horaires :
  le matin, le soir ou le samedi.
  AUSSI OFFERT AU **CAMPUS VILLE DE LAVAL**
  ET AU **CAMPUS LONGUEUIL.**

RÉDACTION
- *Writing Workshop*
  Les mardis du 17 septembre au 17 décembre,
  de 19 h à 22 h 15

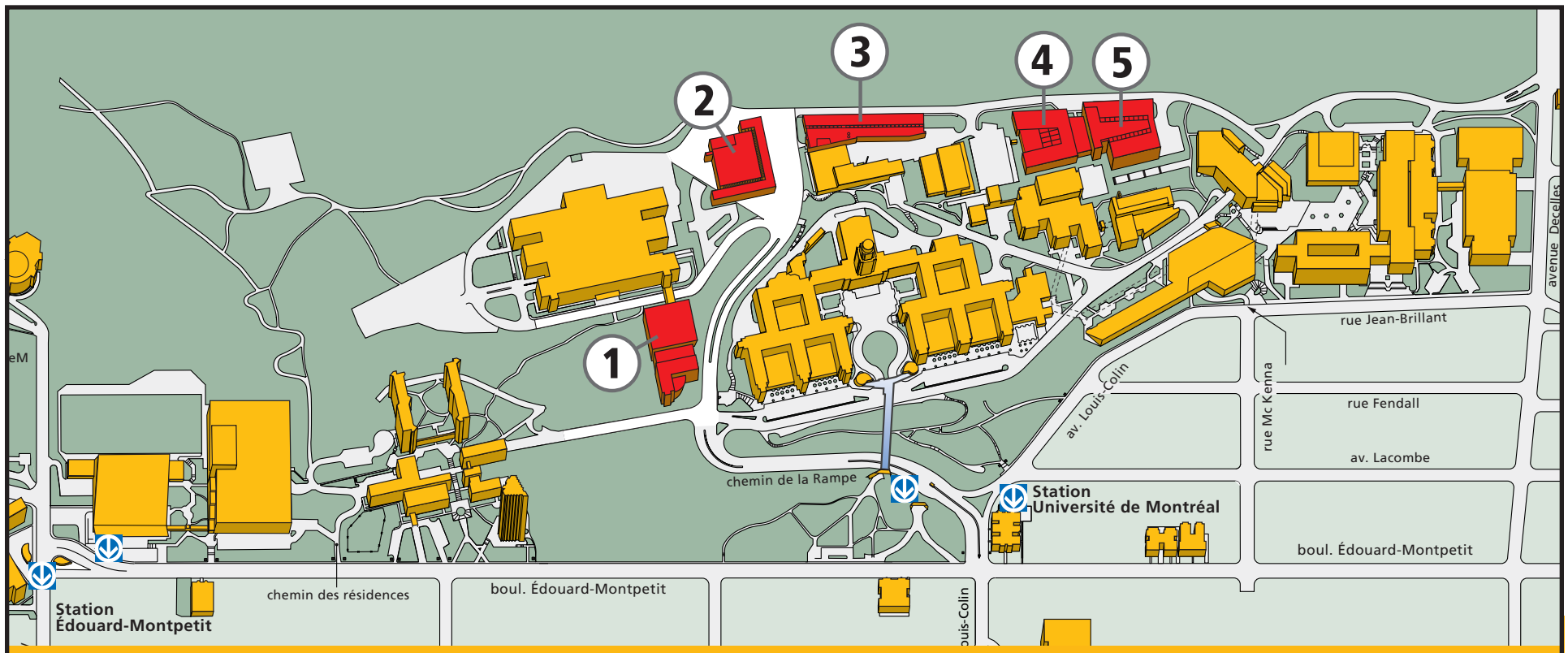
SANTÉ
- *English for Health Care Professionals*
  Les mercredis du 18 septembre au 18 décembre,
  de 19 h à 22 h 15

AFFAIRES
- *Business Writing : Letters and Memos*
  Les jeudis du 19 septembre au 19 décembre,
  de 19 h à 22 h 15
- *Business English : Oral Communication*
  Les samedis du 21 septembre au 7 décembre,
  de 9 h à 13 h

Test de classement
Les 5, 7 et 10 septembre à 9 h
Les 9, 10 et 11 septembre à 19 h
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant

Renseignements
Téléphonez pour savoir quels documents
sont requis lors de l'inscription.
514 343 6090 ou 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca/langues/

Université de Montréal



1. *École Polytechnique - construction d'une annexe*
2. *Pavillon J.-Armand-Bombardier (sciences, génie, sciences de la santé)*
3. *Centre des technologies de fabrication de pointe appliquées à l'aérospatiale*
4. *Pavillon Jean-Coutu (pharmacie)*
5. *Pavillon Marcelle-Coutu (immunovirologie et cancer)*

L'avenir se construit ici

Les travaux en bref

>> Des investissements de 250 millions de dollars permettront à l'Université de Montréal de consolider sa réputation internationale.

>> Divers moyens sont mis en place pour réduire au maximum les inconvénients liés aux travaux.

>> Les membres de la communauté universitaire sont invités à utiliser les transports en commun ou le covoiturage pour se rendre sur le campus.

Covoiturage
(514) 343-6111, poste 1870 (heures de bureau)
www.toutmontreal.com/covoiturageudem/

Ligne Info-travaux 343-7788
info-travaux@umontreal.ca
umontreal.ca/travaux/

L'Université de Montréal vient d'entreprendre l'un des plus vastes chantiers de construction de son histoire. Échelonnés sur deux ans, ces travaux visent la construction de cinq nouveaux pavillons, tous destinés à la recherche de pointe (voir la carte). Il va sans dire que les nouveaux édifices respecteront le patrimoine naturel et architectural qui a fait du campus l'un des joyaux de Montréal.

L'investissement de 250 millions de dollars vise l'aménagement d'espaces adaptés à une clientèle toujours plus nombreuse et offrira aux chercheurs un cadre de travail supérieur. Grâce à ces projets de développement, l'Université compte attirer la crème des chercheurs dans des domaines scientifiques clés et consolider sa réputation à l'échelle internationale.

Le CEPSUM et le réseau souterrain de chauffage feront également l'objet de travaux majeurs. Dans le cas du CEPSUM, on prévoit plusieurs projets de rénovation et de mise à jour des plateaux sportifs ainsi que diverses autres améliorations qui lui permettront de mieux répondre aux besoins de la communauté universitaire.

Enfin, d'autres travaux importants ont été réalisés au cours de l'été 2002. Entre autres, le Pavillon J.-A.-DeSève, qui abrite désormais le Centre étudiant, a subi des modifications majeures pour lui permettre de remplir adéquatement ses nouvelles fonctions.
Les salles de cours de l'aile Z du Pavillon principal et la grande cafétéria du Pavillon 3200 Jean-Brillant ont pour leur part été complètement réaménagées.

Les travaux qui s'amorcent cet automne n'iront évidemment pas sans inconvénients. Parmi ceux-ci on dénombre la disparition de nombreuses places de stationnement et la fermeture du chemin de Polytechnique. Pour pallier cette situation, on recommande fortement d'utiliser les transports en commun ou le covoiturage pour se rendre sur le campus.

Il importe également que chacun respecte les consignes de circulation automobile et piétonnière, y compris l'interdiction de circuler à certains endroits. Ces mesures visent à assurer la sécurité des dizaines de milliers de personnes qui fréquentent le campus chaque jour.

Université de Montréal

L'eau : l'or des autres

Quelques jours avant l'ouverture du Sommet de Johannesburg, l'ONU réitèrait par la voix de son secrétaire général, Kofi Annan, sa volonté de protéger l'accès à l'eau pour tous. Pourtant, ce que d'aucun nomme l'or bleu n'est toujours pas officiellement considéré comme un droit humain, mais comme un marché potentiel de mille milliards de dollars que se disputent les multinationales... au détriment de près d'un tiers de la population mondiale.

Propos recueillis par Aurore LEHMANN

***Quartier Libre*: L'idée de la protection de l'eau et de son accessibilité pour tous n'est pas nouvelle. Pourtant, trente ans après le premier sommet mondial sur l'environnement (Stockholm, 1972), la situation semble avoir dégénéré.**

Isabelle Doré : À l'heure actuelle, 1,4 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Seulement cinq pour cent des eaux dans le monde sont épurées. Les conséquences sont dramatiques: 80 % des maladies dans le tiers monde sont liées à cet état de fait (dysenterie, malaria). Six millions d'enfants et d'adultes meurent tous les ans d'avoir bu une eau non potable. On estime qu'en 2020, trois milliards de personnes n'auront pas accès à l'eau potable. Ça représente près de la moitié de la population mondiale. C'est effarant! Pourtant, si le sommet de 1972 a représenté un premier pas vers la reconnaissance des éléments fondamentaux de la nature comme essentiels à la vie de l'être humain, l'accès à l'eau n'est toujours pas considéré comme un droit.

***Q.L.* : On tendrait actuellement à considérer l'eau comme une marchandise?**

I.D. : Actuellement, ceux qui régissent la politique de l'eau à l'échelle internationale (le Conseil mondial de l'eau) agissent sous la bannière de la Banque mondiale! Dans les années 1970, lorsqu'a eu lieu en Argentine la première conférence mondiale de l'eau, tous les États présents ont déclaré que l'accès à l'eau était un droit. On a inauguré dans les années 1980 la Décennie internationale de l'eau, dont l'objet était d'implanter un robinet dans tous les foyers pour assurer à chacun ce droit. Mais avec la chute du mur de Berlin et la privatisation de l'eau potable en Grande-Bretagne, à la fin des années 1980, on a vu l'arrivée d'une nouvelle notion. En 1992, dans le cadre d'une réunion préparatoire de la Conférence de Rio, ou siégeaient divers organismes de l'ONU ainsi que la Banque mondiale, on s'est mis à parler de l'accès à l'eau non plus comme un droit mais en terme de valeur économique. La Banque mondiale estimait que la Décennie de l'eau avait été un échec, et préconisait une politique plus rationnelle. Deux ans plus tard, plusieurs États du Nord, avec l'aide de la Banque mondiale et de multinationales de l'eau, ont formé le Conseil mondial de l'eau. Aujourd'hui, un des vice-présidents de la Banque mondiale siège au Conseil, ainsi que la Lyonnaise des eaux ou encore Vivendi. Et ce sont eux qui définissent la politique de l'eau au niveau international, politique entérinée par l'ONU!

ISABELLE DORÉ, JURISTE ET COFONDATRICE DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR UN CONTRAT MONDIAL DE L'EAU

***Q.L.* : C'est à cette organisation que l'on doit l'appellation d'or bleu. Un surnom à double tranchant?**

I.D. : La notion d'or bleu du XXIè siècle est apparue en 1997, lors du premier forum de l'eau organisé par le Conseil à Marrakech. Ce faisant, on reconnaissait implicitement une valeur commerciale à l'eau, qui plus est dans un contexte antidémocratique puisque étaient totalement absents les pays du Sud, principaux concernés. Plus grave encore, pendant le deuxième forum tenu par l'organisation à La Haye, auquel étaient cette fois-ci gracieusement invités certains États (auxquels la Banque mondiale avait octroyé un prêt!), on a pour la première fois refusé de reconnaître l'accès à l'eau comme un droit. On a adopté au lieu de cela la notion de Human need, amenée par les États-Unis. C'est cette notion qui prévaut toujours. Elle a notamment été réitérée lors de la réunion préparatoire au Sommet de Johannesburg.

***Q.L.* : La nuance est importante?**

I.D. : Elle est cruciale, surtout sur le plan juridique. L'idée d'un droit fondamental contraint les États à respecter leurs engagements, ce qui implique en l'occurrence d'assurer l'accès à l'eau pour tous. Si on considère l'eau comme un besoin, dans la mesure ou l'on s'assure qu'il y en a de disponible sur le marché et que les infrastructures sont là, c'est suffisant. Pour le reste, on estime alors que les individus ont la responsabilité de s'approprier ce dont ils ont besoin. On joue sur les mots, et là-dessus les Américains sont très forts.

***Q.L.* : Avec la notion de besoin humain, le Conseil mondial de l'eau ouvre la porte à la privatisation. C'est là votre principal cheval de bataille.**

I.D. : Aujourd'hui, la Banque mondiale se réfère au modèle français: les multinationales ont des contrats de gestion de l'eau. Elles ne sont pas propriétaires de l'infrastructure, mais elles s'occupent de la distribution et de

SUITE PAGE 12

SUITE DE LA PAGE 11

la facturation. Or, certaines communes en France remettent en question les mandats qu'elles ont donné à ces compagnies, parce qu'elles s'aperçoivent que le système public est plus rentable. Imaginez une communauté qui se retrouve face à un géant comme Vivendi ou la Lyonnaise et qui essaye de négocier ses conditions : impossible! Autre avatar du privé : le manque de transparence. Les compagnies n'ont pas l'obligation de transmettre les informations. L'ironie, c'est qu'on justifie le plus souvent la privatisation de l'eau dans le monde en montrant du doigt les régimes corrompus. Or, on sait que la corruption est présente dans le cadre des contrats de l'eau octroyés aux privés. Difficile dans ces conditions de parler de démocratie! Certaines communautés peuvent voir leurs nappes phréatiques englouties par des compagnies sans pouvoir intervenir. Tous les jours, ce sont 500 milliards de gallons d'eau qui sont utilisés pour le matériel informatique. Souvent l'eau la plus pure!

***Q.L.* : N'est-il pas prématuré de parler de privatisation globale alors que pour l'heure plus de 95 % des services reliés à l'eau dans le monde sont assurés par le public?**

I.D. : Non, quand on sait qu'on parle d'un marché d'une valeur de mille milliards de dollars, seulement pour les 5 % gérés par le privé! On imagine aisément ce que peut représenter le restant du gâteau. Dans ce contexte, au vu de la pression exercée par le Conseil mondial de l'eau, on est en droit de s'inquiéter.

***Q.L.* : D'autant que la privatisation aggraverait selon vous les inégalités. C'est ce qui s'est avéré par exemple au Ghana.**

I.D. : La Banque mondiale, en échange d'un prêt octroyé à l'État ghanéen, a imposé la privatisation du service public de distribution de l'eau. Cette privatisation s'accompagne de la mise en place d'un tarif global. Il n'est plus question de tarif social pour les plus pauvres. Dans ce pays où 70 % de la population gagne moins de 2 $ par jour, comment peut-on demander aux gens de payer leur eau selon les lois de l'offre et de la demande? Dans ce cas, la Banque mondiale a de plus octroyé un prêt à l'État pour qu'il supporte le poids des licenciements dans le service public. C'est donc la population qui assume les frais de la privatisation en lieu et place de la compagnie privée! Qui plus est, les multinationales dans ce type de contrat s'assurent de ne pas avoir à amplifier les infrastructures. C'est indéfendable!

***Q.L.* : Les conséquences pourraient être tout aussi dramatiques pour un pays comme le Canada et pour le Québec?**

I.D. : Le Canada fait partie des six pays qui détiennent 40 % de l'eau douce mondiale. Les enjeux sont évidemment énormes, et le danger est très présent de voir cette richesse naturelle disparaître, en partie à cause des accords de l'ALENA et de la ZLEA. Ces accords priment sur nos lois, et tenter d'y faire face est quasiment impossible dans l'état actuel des choses. C'est ce qui est arrivé à la Colombie- Britannique, que la compagnie Sunbelt a poursuivie pour 10 milliards de dollars. Dans le cadre de l'ALENA, on considère que l'eau demeure un bien exclu des accords commerciaux tant qu'elle ne sera pas transportée en vrac. Concrètement, ça veut dire que si une compagnie canadienne décide d'exporter l'eau en vrac, on sera obligé de permettre cette exportation à n'importe quelle autre compagnie de l'ALENA. Et ce, en vertu des lois du libre échange. Nos lois environnementales risquent de devenir désuètes face aux intérêts commerciaux et ce sont des milliards de dédommagements que les compagnies privées pourront réclamer aux réfractaires. Pour le Canada, qui est un pays riche, c'est déjà un problème, alors imaginez pour les pays du Sud.

***Q.L.* : Le Canada a donc un rôle à jouer dans cette bataille?**

I.D. : Certains États, comme l'Allemagne, se sont prononcés contre la privatisation de l'eau. Le Canada pourrait être un leader en la matière, mais, alors qu'il fait partie de la Commission des Droits de l'homme, il a refusé dernièrement d'appuyer la déclaration à l'effet de reconnaître le droit d'accès à l'eau potable. Et nous sommes censés vivre dans un pays progressiste!

En 1999 a été créé le pan québécois de l'Association pour un contrat mondial de l'eau. L'ACME-Québec fait partie d'un réseau d'associations nationales présentes à travers le monde (Belgique, Brésil, États-Unis, France, Inde, Italie, Suisse). D'autres associations sont en voie de création (Bangladesh, Bolivie, Japon...). Elle milite pour la reconnaissance de l'accès à l'eau en tant que droit humain non commercialisable.

Les principes défendus par l'Association reposent en grande partie sur le réflexion entamée en 1996 par le groupe de Lisbonne, regroupant des penseurs du monde entier (dont Pierre-Marc Johnson). Le projet de ce groupe se fonde sur cinq contrats sociaux. Parmi eux, l'idée de faire de l'eau l'objet d'un premier contrat mondial qui reconnaîtrait l'eau comme bien commun de l'humanité.

Parmi les alternatives proposées, l'association revendique la mise en place d'un parlement mondial de l'eau, la création d'une taxe sur les transactions boursières afin de financer l'accès à l'eau dans les pays du Sud et le développement du parrainage entre les villes du Nord et les communautés du Sud.

À lire : *Le Manifeste de l'eau* de Ricardo Petrella (éditions Labor)

Sur Internet : www.manifesteau.qc.ca

Vous les avez toutes essayées !!!

Sauf UNE

Les cartes prépayées VOX les plus fiables sur le marché !!!

Plus d'économies, plus de qualité !!!

DESTINATION	INTERNATIONAL II					GLOBAL II				
	TAM	MAX min./ 5$	AVEC Prime	MAX min./ 10$	AVEC Prime	TAM	MAX min./ 5$	AVEC Prime	MAX min./ 10$	AVEC Prime
CANADA	1.¢	292	334	773	864	2.¢	161	177	344	379
ÉTATS-UNIS	1.¢	250	286	654	731	2.¢	161	177	344	379
ALBANIE	12.¢	22	25	64	72	20.¢	21	24	48	52
ALGÉRIE	10.¢	17	21	66	76	22.¢	20	22	44	48
ALLEMAGNE	1.¢	175	200	447	500	4.¢	94	103	204	224
ARABIE SAOUDITE	22¢	10	12	34	38	39.¢	11	12	25	28
ARGENTINE	8.¢	37	42	98	110	16.¢	28	30	61	67
ARMÉNIE	18.¢	14	17	42	47	26.¢	16	18	37	40
AUSTRALIE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
AUTRICHE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
BARBADE	17.¢	10	13	40	45	38.¢	11	13	26	28
BELGIQUE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
BOSNIE/HERZÉGOVINE	16.¢	16	19	48	54	29.¢	15	17	34	37
BRÉSIL	10¢	27	31	80	90	20.¢	21	24	48	52
BULGARIE	13¢	21	24	61	69	23.¢	19	20	41	46
BURKINA FASO	28¢	8	9	26	30	45.¢	10	11	22	24
CHILI	2.¢	100	117	286	321	7.¢	58	63	126	139
CHINE	7.¢	38	44	111	125	14.¢	31	34	68	74
DANEMARK	3¢	106	121	283	317	7.¢	64	70	140	154
ÉGYPTE	34.¢	7	9	23	26	43.¢	10	11	22	25
EL SALVADOR	11.¢	24	28	70	79	20.¢	21	24	48	52
ÉQUATEUR	20¢	13	15	40	45	32.¢	14	15	31	34
FINLANDE	3.¢	87	100	230	257	8.¢	53	58	116	127
FRANCE	1.¢	175	200	447	500	3.¢	119	130	256	282
GRÈCE	3.¢	59	71	192	218	13.¢	34	38	76	83
HAÏTI	18.¢	9	12	37	42	37.¢	12	13	26	29
HONDURAS	42.¢	4	5	16	18	61.¢	7	8	16	17
HONG KONG	3.¢	83	95	218	243	7.¢	62	68	136	150
HONGRIE	8¢	34	39	100	112	16.¢	28	30	61	67
INDONÉSIE	13.¢	20	23	58	66	22.¢	20	22	44	49
IRAN	29.¢	6	7	24	27	52¢	8	9	19	21
IRAQ	58.¢	3	3	12	13	85.¢	5	5	11	12
IRLANDE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
ISRAËL	2.¢	100	120	326	370	8.¢	51	56	112	123
ITALIE	2.¢	120	140	348	391	4.¢	94	103	204	224
JAPON	3.¢	94	108	250	279	8.¢	56	61	123	135
KENYA	26.¢	8	10	28	32	43.¢	10	11	22	25

DESTINATION	INTERNATIONAL II					GLOBAL II				
	TAM	MAX min./ 5$	AVEC Prime	MAX min./ 10$	AVEC Prime	TAM	MAX min./ 5$	AVEC Prime	MAX min./ 10$	AVEC Prime
KOWEÏT	10.¢	31	35	82	92	19.¢	23	25	51	56
LIBAN	10.¢	22	26	72	81	24.¢	18	20	41	45
LUXEMBOURG	3¢	106	121	283	317	10.¢	45	49	99	108
MALAISIE	5.¢	62	71	166	186	10.¢	45	49	99	108
MAROC	16.¢	13	16	44	50	33.¢	13	15	30	33
MARTINIQUE	12.¢	21	24	62	69	22.¢	20	22	44	49
MEXIQUE	5.¢	51	59	148	166	13.¢	34	37	74	82
MONACO	7.¢	43	50	116	130	11.¢	39	42	85	94
NOUVELLE ZÉLANDE	5.¢	58	66	154	172	8.¢	53	58	116	127
NICARAGUA	27.¢	8	9	27	30	43.¢	10	11	22	25
NIGÉRIA	35.¢	5	6	19	22	59.¢	7	8	16	18
NORVÈGE	2.¢	125	143	327	365	8.¢	53	58	116	127
PAKISTAN	39.¢	4	5	17	20	64.¢	7	7	15	17
PAYS-BAS	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
PÉROU	12.¢	21	24	62	69	22.¢	20	22	44	49
POLOGNE	4.¢	47	56	153	173	13.¢	34	38	76	83
PORTUGAL	3.¢	81	94	235	265	8.¢	53	59	117	129
PUERTO RICO	2.¢	120	140	348	391	8.¢	56	61	123	135
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3.¢	67	81	220	250	12.¢	35	39	77	85
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	7¢	39	45	114	128	14.¢	31	34	68	74
ROUMANIE	16.¢	16	18	47	53	30.¢	14	16	32	35
RUSSIE	11¢	29	33	77	86	17.¢	25	28	56	61
CORÉE DU SUD	3.¢	94	108	250	279	7.¢	60	66	131	144
ESPAGNE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
SUÈDE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
SUISSE	2.¢	140	160	370	413	4.¢	94	103	204	224
TAIWAN	4.¢	57	67	166	187	10.¢	42	47	93	102
TUNISIE	18.¢	12	14	39	45	32.¢	14	15	30	34
TURQUIE	15.¢	17	20	50	57	26.¢	16	18	37	40
UKRAINE	10.¢	22	26	72	82	25.¢	17	19	39	43
ÉMIRATS ARABES UNIS	12.¢	17	21	58	65	25.¢	17	19	38	42
ROYAUME-UNI	1.¢	234	267	607	679	3.¢	138	152	303	333
VENEZUELA	20.¢	13	15	38	43	32.¢	14	15	31	34
YOUGOSLAVIE	14.¢	16	19	52	59	26.¢	16	18	37	40

Pour détails complets et informations précises , veuillez consulter les affiches à votre dépanneur de quartier le plus près.

HYGIÈNE DE VIE

Protections fatales ?

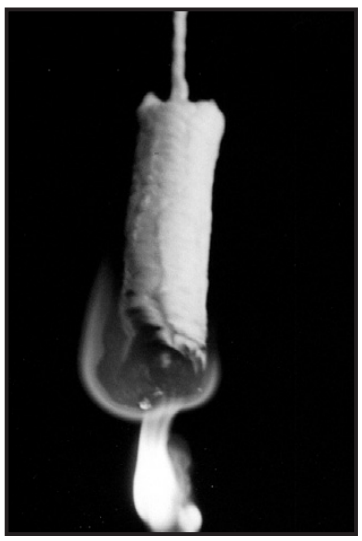
Une femme normalement menstruée utilise environ 15 000 tampons ou serviettes hygiéniques jetables durant sa vie. Plusieurs groupes féministes accusent ces protections périodiques industrielles de mille maux et proposent des alternatives «plus saines, plus économiques et plus écologiques». Incursion en zone rouge.

Mikaëlle MONFORT

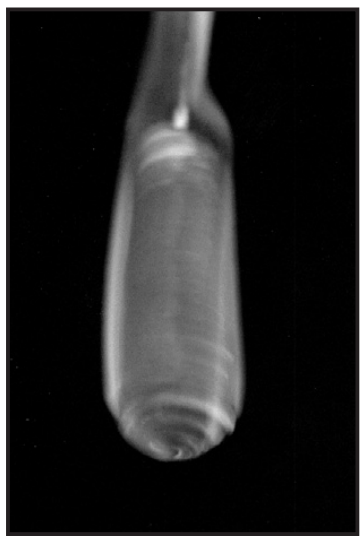
«Une soudaine poussée de fièvre, le vomissement, la diarrhée, l'évanouissement ou le vertige, les étourdissements ou une éruption qui fait penser à un coup de soleil».Tels sont les premiers symptômes du syndrome de choc toxique (SCT), une affection rare mais éventuellement mortelle associée à l'utilisation des tampons hygiéniques.

Pour certains groupes de femmes, particulièrement actifs en Amérique du Nord, les problèmes sanitaires liés à l'utilisation des protections périodiques industrielles ne se limitent pas au SCT. À Montréal, par exemple, le réseau Zone Rouge/Blood Sisters estime que les industriels de l'hygiène féminine utilisent des procédés de blanchiment au chlore qui laissent des traces de dioxine potentiellement cancérigène dans les tampons et les serviettes. Pour Zone Rouge, les produits sanitaires jetables sont associés à une augmentation du risque de cancer du col de l'utérus, de l'endométriose, d'un affaiblissement du système immunitaire ou d'infections vaginales chroniques.

Les accusations des groupes comme Zone Rouge ont incité les géants mondiaux de l'hygiène féminine (essentiellement Procter&Gamble et Johnson and Johnson) à insérer des informations rassurantes dans les pages de leurs sites Internet destinées aux consommatrices. La Food and Drug Administration (FDA) – l'équivalente américaine de Santé Canada – a également consacré plusieurs pages de son site Internet aux tampons. Elle y rappelle que si le SCT a clairement été associé à l'utilisation de tampons, il peut également frapper des enfants, des hommes ou des femmes non menstruées. Elle insiste sur le fait que le SCT est une affection très rare qui n'a causé que cinq décès aux USA en 1997. Elle rappelle, en outre, que le pic de SCT observé en 1980 (814 cas dont 38 mortels) était probablement lié à l'introduction d'une marque nouvelle de tampons (RELY) qui a depuis été retirée du marché. Pour le Dr Louise Lapensée, gynécologue et obstétricienne au Centre Hospitalier de l'Université de Montréal, le SCT est une affection extrêmement rare – elle n'a observé aucun cas en 13 années de pratique – qui ne discrédite absolument pas les tampons.



PHOTOS: GUILLAUME CAMPEAU



Au sujet des traces de dioxine, la FDA admet que *«l'on peut éventuellement en déceler dans les protections périodiques mais dans des proportions à peine détectables et certainement pas toxiques»*. Concernant l'augmentation de cancers liés à l'utilisation de protections périodiques, le Dr Lapensée affirme que *«rien dans la littérature scientifique n'étaye cette accusation»*. On comprend cependant des propos du Dr Lapensée qu'aucune étude n'a démontré de lien entre le cancer du col de l'utérus et l'utilisation des tampons parce qu'aucune étude n'a jamais été engagée pour tester ce lien! Pourtant, en l'absence d'étude scientifique sérieuse, il lui semble *«très prématuré de vouloir alerter les femmes sur la dangerosité éventuelle des protections périodiques jetables»*.

«TAMPON SAFETY AND RESEARCH ACT»

Les médecins gynécologues, la FDA et les industriels de l'hygiène féminine ne semblent pas accorder beaucoup de crédit aux arguments des femmes de Zone Rouge/Blood Sisters. En revanche, Carolyn Maloney, représentante démocrate au Congrès américain a présenté un projet de loi devant le Congrès américain visant à *«engager une recherche pour déterminer de façon indépendante dans quelle mesure les fibres synthétiques et les additifs compris dans les tampons et produits équivalents utilisés par les femmes posent des problèmes de cancers, d'endométriose, de stérilité, de déficience immunitaire ou d'inflammation vaginale»*. Dans son *Tampon Safety and Research Act»* présenté au Congrès en 1997 et 1999, Carolyn Maloney avance que la FDA,qui se fie aux données fournies par l'industrie, n'a pas suffisamment examiné les dangers éventuellement liés à l'usage des tampons. Elle affirme que son objectif est de fournir aux femmes l'information précise et indépendante dont elles ont besoin pour prendre les décisions éclairées les concernant. Mais, pour l'heure, il ne semble pas que cette information soit encore disponible.

En attendant, les femmes de Zone Rouge qui ont des convictions –à défaut de pouvoir avancer des certitudes scientifiques– proposent aux femmes d'adopter des méthodes alternatives qu'elles estiment plus saines, plus économiques et plus écologiques.

COTON ET ÉPONGE VÉGÉTALE

Parmi ces méthodes, on trouve les serviettes en tissu de coton réutilisables, les tampons en éponge végétale naturelle ou encore le «*keeper*» sorte de petit réceptacle interne en caoutchouc naturel.

Ce sont essentiellement les arguments économiques et écologiques qui ont décidé Élise et Marie, deux jeunes femmes montréalaises, à abandonner les protections jetables pour adopter une combinaison *keeper*/serviettes en coton réutilisables.

Le *keeper* coûte 45$ et a une durée de vie moyenne de 10 années. Les serviettes en coton réutilisables coûtent environ 7$ l'unité, mais on peut aussi les confectionner soi-même. En moyenne, l'investissement initial pour s'équiper se trouve amorti en moins d'une année.

LE MEILLEUR ENGRAIS NATUREL!

Mais au-delà de l'aspect économique, les deux jeunes femmes semblent surtout très satisfaites de leur action écologique. De manière individuelle, elles contribuent indéniablement à diminuer les volumes de déchets non recyclables et non biodégradables. De plus, elles affirment ne pas ressentir l'entretien de leurs serviettes réutilisables comme une contrainte pesante mais au contraire comme un moyen de se procurer un excellent engrais pour leurs plantations !

Au plan ergonomique, leur appréciation diverge toutefois un peu. Certes, elles affirment que le *keeper* et les serviettes réutilisables sont aussi confortables que totalement inodores. Toutefois, pour Elise, la pose et le retrait du *keeper* demeurent toujours délicats et désagréables au bout de huit mois d'utilisation.

Mais, toutes les deux affirment qu'elles ne reviendront pas aux protections industrielles conventionnelles. La raison en est simple: grâce aux protections périodiques alternatives, elles disent avoir éprouvé le sentiment de se réapproprier leur corps et de se réconcilier avec lui. Cette sensation ressentie alors qu'elles ne l'avaient absolument pas prévue les a convaincues de la pertinence de leur choix.

Zone Rouge/Blood Sisters:
176, rue Bernard O. Montréal
tél: (514).273-3933

Centre de Reproduction de McGill
Hôpital Royal Victoria
687 Avenue des Pins Ouest
Montréal Québec H3A 1A1

DONNEURS DE SPERME DEMANDÉS

compensation financière –

Pour être utilisé dans le cadre du programme d'insémination artificielle, vous devez être en bonne santé et avoir entre 18 et 39 ans. L'anonymat respecté. Examen de sélection requis.

Pour plus de renseignements (514) 842-1231 poste 36831

ZIMBABWÉ

Terre noire, fermes blanches

La réforme agraire mise en œuvre par le président du Zimbabwé, Robert Mugabe, semble plus s'apparenter à une épuration ethnique agricole qu'à une mesure de justice sociale. Le recours à un discours anti-Blancs et anti-occidental risque malheureusement de ne pas sauver la population de la famine et du sida.

Mikaëlle MONFORT

8 août 2002 à minuit. La date et l'heure où les 2 900 fermiers blancs du Zimbabwé devaient avoir quitté leurs exploitations afin que des Noirs sans terres puissent s'y installer. Le président Mugabe, qui avait lancé cet ultimatum aux fermiers blancs, les menace en outre de deux ans d'emprisonnement s'ils ne se soumettent pas à son diktat. Jusqu'à présent, plus de 200 fermiers sur les 2500 qui ont refusé de partir ont déjà été arrêtés et attendent leur jugement.

Il est vrai que l'injustice sociale est criante dans l'ancienne colonie britannique -appelée alors Rhodésie - qui a subi l'apartheid jusqu'en 1980. Vingt-deux ans après la victoire des guérillas noires sur le pouvoir blanc, les fermiers blancs, qui ne représentent que 1 % de la population, possèdent encore 70 % des terres les plus fertiles du pays. Parallèlement, près de la moitié de la population vit difficilement d'une agriculture de subsistance cultivée sur des «terres communales».

Officiellement, la réforme agraire a été lancée en 2000 par le gouvernement de Robert Mugabe pour apporter une solution à cette situation intolérable. Elle vise à redistribuer aux Noirs 95 % des terres appartenant à la minorité blanche. L'efficacité économique et sociale des expropriations risque pourtant d'être nulle, voire négative, dans la mesure où les nouveaux occupants des terres, des vétérans de la guerre de libération ou des proches de Mugabe, n'ont pas nécessairement l'expérience requise pour diriger des exploitations commerciales. Il semble que la production des exploitations *squattées* ait dramatiquement chuté alors que le pays est au bord de connaître une famine.

En réalité, l'expropriation sans indemnité des fermiers blancs correspond moins à une mesure de justice sociale qu'à la tentation de désigner des boucs émissaires à la population alors que le pays fait naufrage. La situation économique et sanitaire est désastreuse avec 60 % de taux de chômage, 56 % d'inflation et 33,7 % des adultes infectés par le virus du sida, soit le second taux de prévalence le plus élevé au monde. En outre, Robert Mugabe a assuré sa cinquième réélection à la présidence en mars dernier au prix d'une certaine violence politique exercée contre la presse et l'opposition incarnée par le Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Le président Mugabe tente visiblement de focaliser toutes les amertumes de la population sur les fermiers blancs. Pour ce faire, il utilise abondamment une dialectique anti-Blancs et anti-occidentale. Il qualifie les occupations de fermes blanches *«d'actes de bravoure et de défiance vis-à-vis de l'impérialisme occidental»* et se déclare prêt à *«laisser la liste des exilés dressée par l'Europe grandir de 50, de 100, de 1000 ou d'un million de noms»*.

Robert Mugabe reçoit le soutien de dirigeants africains de la région qui, comme Sam Nujoma ou Eduardo dos Santos, voient dans son action une lutte contre le racisme et le colonialisme. Même Thabo Mbeki, le président de l'Afrique du Sud, a reconnu la victoire controversée de Robert Mugabe aux élections de mars dernier.

En revanche, les discours de Mugabe et les expropriations en cours exaspèrent les Occidentaux et plus particulièrement les Britanniques et les Américains, qui se sentent très solidaires des fermiers blancs. Il semble que les années d'apaisement et de réconciliation interraciale qu'a connues l'Afrique subsaharienne à l'initiative de grands chefs d'État tels que Nelson Mandela ou Frederick de Klerk soient révolues.

Pour Doris Lessing, l'écrivaine britannique élevée dans l'ex-Rhodésie mais interdite de séjour par le régime blanc en 1956 *«tout ce qui importe* [aux dirigeants africains]*, c'est le thème de la race. C'est comme s'ils disaient : nous voilà le peuple noir uni et nous n'allons certainement pas critiquer Mugabe.»* Mais Doris Lessing estime également que *«les Occidentaux ne s'intéressent qu'à la situation des fermiers blancs alors que celle de la population noire est mille fois pire»*.

insécurité : l'architecture dans un monde incertain

Maurice Tabard, collection CCA

Forum international
dans le cadre du projet *Laboratoires*
Centre Canadien d'Architecture

«La sécurité n'est essentiellement que superstition. Elle n'existe pas dans la nature. La vie n'est que pure aventure ou alors elle n'est rien.» Helen Keller

Entrée libre – Réservations obligatoires
RSVP avant le 10 septembre
Information et réservations : (514) 939-7001 poste 2627 ou mruel@cca.qc.ca

Discussions en anglais et en français/Traduction simultanée

Samedi 14 septembre 2002
de 9 h à 17 h

Mark Wigley Professeur d'architecture, Graduate School of Architecture, Planning and Preservation, Columbia University, New York.

Laura Kurgan Professeure adjointe, École d'architecture, Princeton University, New Jersey.

Sylvia Lavin Directrice du Département d'architecture et d'aménagement urbain, University of California, Los Angeles.

Frédéric Migayrou Conservateur en chef, Département d'architecture et de design, Centre Georges Pompidou, Paris.

Ole Bouman Rédacteur en chef, *Archis,* magazine international sur l'architecture, la ville et la culture visuelle, Pays-Bas.

Antoine Picon Professeur d'histoire de l'architecture et de la technologie, Harvard Graduate School of Design, Cambridge, Mass.

CCA

Centre Canadien d'Architecture 1920, rue Baile, Montréal (Québec) H3H 2S6 www.cca.qc.ca/laboratoires

Hydro Québec · loto-québec · LAFARGE NORTH AMERICA · LIBERTÉ yogourt

ÉTATS-UNIS/IRAK

Opération «cow-boy solitaire»

George W.Bush annonce depuis plusieurs mois son intention d'abattre militairement le régime de Saddam Hussein. Mais le soutien des pays arabes risque de lui faire défaut...

Mikaëlle MONFORT

Depuis le 11 septembre 2001 et l'invention de la géométrie du Mal par George Bush fils, l'Irak peut craindre le déchaînement d'une nouvelle «Tempête du Désert». Certes, la guerre n'a jamais vraiment cessé en Irak depuis 1990. L'opération «Renard du désert », conduite en 1998 par les Américains et les Britanniques, avait succédé à la «Tempête» de 1991. Depuis, les bombardements sur l'Irak se sont poursuivis à un rythme hebdomadaire sinon quotidien. Mais George Bush envisage désormais une guerre définitive qui mettrait à bas le régime de Saddam Hussein. En 2002, cela semble décidé, il apportera sa contribution avec ou sans coalition.

Le changement le plus important par rapport à la situation de 1990 réside probablement dans la disparition de la coalition formée à l'initiative des États-Unis pour réagir à l'invasion du Koweit par l'Irak. À l'époque, 32 pays, dont bien sûr le Royaume-Uni, mais aussi des pays arabes ou musulmans comme l'Égypte, la Syrie, le Pakistan, le Bangladesh ou le Maroc s'étaient joints aux Etats-Unis pour former le «bouclier du désert» avec la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU.

LE «BOUCLIER» INTROUVABLE

Mais aujourd'hui, les dirigeants du continent européen et des pays arabes ne voient aucune raison susceptible de justifier la reconstitution du «bouclier». La menace constituée par les armes de destruction massive irakiennes semble assez théorique face aux destructions bien réelles perpétrées par les armes israéliennes. Quant aux liens entre Al Quaïda et Saddam Hussein, il n'ont toujours pas été démontrés de façon convaincante. Pour Samir Saul, professeur d'histoire spécialiste du monde arabe à l'UdeM, il ne s'agit que *«d'allégations non fondées dans la mesure où Al Quaïda est une organisation non gouvernementale et anti-gouvernementale qui par essence n'est pas susceptible d'entretenir des liens avec l'État irakien»*.

Dans ces conditions, le chancelier allemand Gehrard Schröder a affirmé *«qu'il n'existe pour le moment aucune majorité parlementaire pour soutenir une action contre l'Irak»*. Il a en outre insisté pour rappeler que son pays ne voulait pas se perdre dans des *«passe-temps guerriers»*.

Le président français, Jacques Chirac, a quant à lui souligné qu'il *«ne voulait pas imaginer une attaque contre l'Irak, attaque qui ne pourrait, le cas échéant, être justifiée que s'il existait une décision du Conseil de sécurité de l'ONU »*.

ENTRE L'ENCLUME ET LE MARTEAU

Mais, les principales réticences au sujet de l'intervention militaire américaine se trouvent certainement dans le monde arabe ou musulman. L'opposition des dirigeants arabes au projet de George W. Bush n'est sans doute pas attribuable à une forte empathie pour le président irakien mais plutôt aux craintes suscitées par les conséquences de la guerre dans la région. Pour Samir Saul, *«les dirigeants arabes sont pris entre l'enclume et le marteau. D'un côté, ils subissent le contrôle des États-Unis sur la région mais de l'autre, ils redoutent l'exaspération de leurs opinions publiques. Pour les peuples arabes, l'intervention américaine serait vécue comme une agression caractérisée comparable à une tentative de recolonisation du Moyen-Orient »*.

La position délicate des dirigeants arabes explique peut-être les prises de position ambiguës que l'on a pu observer au cours des dernières semaines. D'un côté, le ministre koweïtien du pétrole, Ahmad al-Fahd al Sabah a déclaré le 19 août dernier que *«si la guerre commence, les pays de l'OPEP sont prêts à compenser un arrêt quelconque des livraisons de pétrole. Beaucoup de pays pourront augmenter leur extraction : l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Algérie, les Émirats. »* De l'autre côté, l'Arabie Saoudite refuse de servir de base de départ pour des avions américains et le roi Abdallah de Jordanie met en garde les Britanniques contre la possibilité de représailles exercées contre leurs intérêts pétroliers au Moyen-Orient.

Pour Samir Saul, il convient de décoder correctement les propos des dirigeants arabes. Il estime qu'en cas d'intervention américaine, les gouvernements arabes adopteront la position de badauds assistant à une agression dans le métro: réprobateurs mais inactifs. La solidarité des pays arabes à l'égard de l'Irak risquerait donc d'être très réduite.

Dans ces conditions, on peut se demander ce qui sortirait de *«la boîte de Pandore»* évoquée par Abdallah de Jordanie dans une récente entrevue accordée au *Times*. Pour Samir Saul, *«l'intervention envisagée par George W. Bush représente un saut qualitatif, dans la mesure où l'administration américaine se prépare à une occupation militaire du territoire irakien, ce qui s'apparente à un retour à la période coloniale»*. Le professeur d'histoire de l'UdeM pense qu'une telle situation pourrait entraîner des insurrections populaires dans les pays arabes, ce que redoutent évidemment les dirigeants en place.

ÉTUDIANT
+FUTON D'OR

RABAIS 7%*

futon et base *Budget* à partir de
209$*
* Housse en sus.

*Sur achat de futon et base du 15 août au 15 sept. 02 avec carte valide.

3855 St.-Denis Mtl. Qc.
(514) 499-0438

FUTON D'OR

CORRECTION de la VUE au LASER

Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
9 000 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
18 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
18 000 chirurgies

Expérience
Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **45 000 interventions au LASIK.**

Technologie
Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de **correction de la vue sur mesure, Zyoptix.**

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

SPÉCIAL ASEQ

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.
*Choisissez Lasik MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM seulement.
Le prix peut varier selon votre prescription.
Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

À partir de
$500
de l'oeil*

LASIK M.D.
MONTRÉAL
(514) 845-1515
www.lasikmd.ca

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

La FAÉCUM et CISM vous invitent à un

★ CONCERT SOUS LES ÉTOILES ★

★ Mes Aïeux
★ Fred Fortin solo
★ Gros Mené

À LA PLACE DE LA LAURENTIENNE

Mardi le 3 septembre à 16h00

CISM 89,3 FM · Molson Dry · Crocodile · ASEQ Alliance pour la santé étudiante au Québec · FAÉCUM

PARTY 2e ÉTAGE

Une tradition vieille de 19 ans se poursuit...

Billets maintenant disponibles

6$

aux comptoirs multiservice du 3200 Jean-Brillant, près du B-1265

jeudi
5 septembre
22h

Bonjour étudiants et étudiantes,

Par la présente je vous annonce que la période électorale est ouverte, depuis le 7 août dernier, pour le poste de Coordonnateur(trice) aux affaires académiques de 2e cycle ainsi que des quatre postes à pourvoir au Conseil d'administration (1 cycle supérieur, 1 premier cycle et 2 indépendamment du cycle d'étude) de la FAÉCUM.

Pour pouvoir être candidat vous devez ;

(i) être membre à titre individuel de la Fédération;
(ii) si il fait partie d'une association membre de la Fédération, recevoir l'appui de cette association ou celui de trois (3) autres associations membres de la Fédération;
(iii) si il ne fait pas partie d'une association membre de la Fédération, recevoir l'appui de trois (3) autres associations membres de la Fédération;
(iv) ne pas être un employé permanent de la Fédération;
(v) si il se présente au poste de Coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle, être inscrite à un pro gramme de premier cycle à l'Université de Montréal;
(vi) si il se présente au poste de Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs ou de Coordonnateur à la recherche universitaire, être inscrite à un programme de cycles supérieurs à l'Université de Montréal;
(vii) accepter de se porter candidat.

Avant la tenue du vote, chaque candidat à un poste d'officier devra avoir remis sa ou ses lettre(s) d'appui au secrétaire d'élections ainsi qu'au moins neuf (9) lettres de visites d'associations membres de la Fédération.

Avant la tenue du vote, chaque candidat à un poste d'administrateur devra avoir remis sa ou ses lettre(s) d'appui au secrétaire d'élections ainsi qu'au moins cinq (5) lettres de visites d'associations membres de la Fédération. " (Règlements d'élections, version juillet 2002)

Vous avez jusqu'au 25 septembre pour venir déposer votre candidature au bureau de la Fédération (B-1265, Pavillon Jean-Brillant) avec une lettre d'un maximum 300 mots qui signifie votre intention de vous porter candidat(e) ainsi que les raisons vous poussant à le faire. L'élection aura lieu le 9 octobre.

N'hésiter pas à me contacter si vous avez des questions,

Alexandre Bourdeau
Coordonnateur aux affaires institutionnelles FAÉCUM
Téléavertisseur : (514) 221-7937
Bureau : (514) 343-5947
Courriel : institutionnel@faecum.qc.ca

Faculté des arts et des sciences

Bienvenue à la
Faculté des arts et des sciences

Bon retour aux initiés
À tous et à toutes plein de succès dans vos études

Vous voulez mieux connaître la Faculté ?
• Lisez le journal *La Rentrée*

Vous voulez tout savoir sur la variété et la polyvalence de nos programmes ?
• Visitez notre site web : www.fas.umontreal.ca

Vous avez des questions sur toutes les possibilités de changements et de combinaisons de programmes ?
• Écrivez-nous à info-sage@unmontreal.ca
• Téléphonez-nous au 343-6521
• Consultez-nous au 3150, rue Jean-Brillant Bureau C-1010

Université de Montréal

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

VOUS SOUHAITEZ COLLABORER AU QUARTIER LIBRE?
Prochaine réunion le mercredi 4 septembre à 17 heures au local du journal

ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR UN RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!
Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

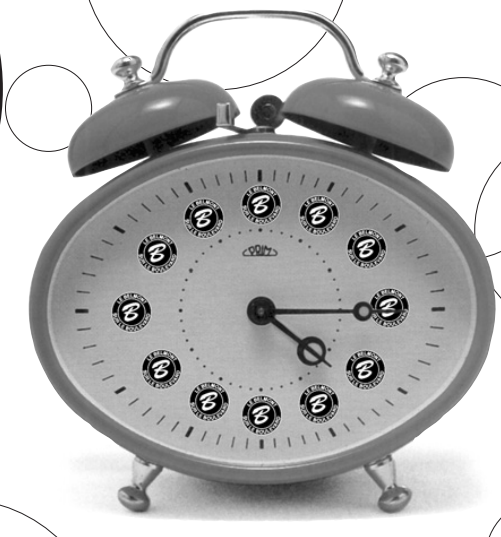
514-733-2552

Résidence permanente - Parrainage - Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail
Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

LE BELMONT SUR LE BOULEVARD

4483 BOUL. SAINT-LAURENT
ANGLE MONT-ROYAL



...DEPUIS TOUJOURS...

JEUDIS-VENDREDIS-SAMEDIS

MOLSON DRY

Votre boutique Apple sur le campus

Venez voir le "G4" le plus économique

eMac 700

Nouveau modèle!
- PowerPC G4 700 MHz
- Écran 17" plat
- Mémoire vive 128 Mo
- Disque dur 40 Go
- Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
- Fax modem 56 Kbps
- Carte réseau 10/100 Mbps
- nVidia GForce 2 MX 32 mo
- Nouveau clavier
- Souris optique
- Mac OS X 10.2 et Mac OS 9.2
- Nombreux logiciels (dont Appleworks)
- Garantie 1 an pièces & MO

1627$

Modèle 800 MHz avec Superdrive: 2199$

Powermac G4 DP 867

Nouveau modèle!
- PowerPC G4 double 867 MHz avec chacun 1 mo de cache niveau 3.
- Mémoire vive 256 Mo / Maximum 2 Giga
- Disque dur 60 Go 7200 rpm
- Combo DVD-ROM et graveur CD-RW
- nVidia GForce 4 MX 32 mo
- Fax modem 56 Kbps
- Carte réseau 10/100/1000Mbps
- Carte de son intégrée
- Mac OS X 10.2 et Mac OS 9.2

2467$

Autres Powermac G4 à partir de 1867$

Moniteur ACL 17" à 1130$
à l'achat d'un Powermac G4
Jusqu'au 30 septembre 2002

MICRO 2200 INFORMATIQUE

Université de Montréal
Micro 2200
3200, rue Jean-Brillant
Local B-2200
tél.: 514.343-2313
http://www.inso.ca/micro2200
Depuis plus de 11 ans

Mac OS X 10.2 109$

Revendeur agrée
Centre de Service Autorisé

Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

ART BRUT

Pape art

Montréal abrite des artistes bruts aussi loufoques...qu'âgés ! À 84 ans, Palmerino Sorgente, le «serviteur de Jésus et de Marie» expose ses œuvres au Château Dufresne et dans sa boutique. Visite dans l'antre de Papa.

Paskal JULOU

Par un beau jour d'août, sous un soleil de plomb, je viens rendre visite à Palmerino Sorgente, dit Papa. Le petit homme sec, âgé de 84 ans habite avec sa femme à Montréal sur la rue Wellington, non loin du canal Lachine. Assis sur une chaise posée sur le trottoir devant sa maison, le regard fixé sur la voie ferrée, il m'accueille avec le sourire. Trois panneaux écrits de sa main et installés devant sa fenêtre annoncent l'ambiance du lieu : «Papa Palmerino, vente garage articles religieux. Québec», «Vente spéciale», «Papa Palmerino-Montréal». Contrairement aux apparences, il ne s'agit pas d'une vente de garage traditionnelle mais de la résidence d'un artiste bien singulier.

Mon premier contact avec ses créations a eu lieu au Château Dufresne où sont exposés jusqu'au 13 octobre 2002 des artistes populaires et indisciplinés (1). Papa réalise des chapeaux aux formes rondes et allongées (jusqu'à 1 m de long) et des tableaux à la gloire de Dieu. Ses chapeaux aux allures étonnantes sont composés d'objets religieux achetés au Dollarama: pendentifs, chaînettes, chapelets en plastique, rubans, paillettes, perles et images pieuses qu'il colle sur la partie supérieure. L'ensemble très coloré et très brillant donne un aspect kitsch et rococo, mais pas toc. Pour ses tableaux, il utilise les mêmes matières mais avec plus de paillettes dorées et argentées, plus de croix, d'images et de souvenirs religieux, le tout entouré d'un cadre du meilleur effet ! Sur ses tableaux, Papa colle aussi des photos de lui et des personnes de son entourage. Ces photos le montrent habillé en Pape assis sur un trône. Car Papa n'est pas un homme du commun, il est le Pape en personne ! Il signe tous ses documents et ses photos du tampon: P.P serviteur de Jésus et de Marie.

Toutefois après l'ordre et la clarté de l'exposition du Château Dufresne, «le studio-boutique» de Papa semble sur le point de déborder. La petite pièce de 20 m2 est couverte du sol au plafond par un amas d'objets divers : chapelets, porte-clefs, chaînes, boutons, gourmettes, boucles d'oreilles, montres, poupées, jouets, figurines en porcelaine, Saintes Vierges et crucifix, croix de Jésus de toutes tailles, pendules aux formes variées, cornes de cerfs,et j'en passe. Il n'y a de place au sol que pour son lit, son frigo et sa télévision, et au plafond que pour suspendre ses chapeaux. Ses jolis tableaux sont accrochés aux rares espaces disponibles sur les murs.

PHOTO: DOMINIC GAUTHIER

LE PAPA DE L'ART BRUT TIENT BOUTIQUE À MONTRÉAL, RUE WELLINGTON.

Mais, ceci n'est rien en comparaison de ce qu'il possédait avant. En effet, pendant 40 ans, Papa accumule tout un bric–à–brac d'objets à caractère religieux qu'il entasse dans son domicile. Malheureusement, un mauvais jour de décembre 2000, sa maison prend feu et Papa se retrouve à l'hôpital à cause des brûlures subies pour avoir essayé de sauver ses œuvres. Malgré cet incident, il garde la foi. A sa sortie de l'hôpital il part habiter une autre demeure avec sa femme et se remet à sa création. Malheureusement, 40 ans d'accumulation d'objets ne se remplace pas ainsi. Alors aujourd'hui, pour accumuler un nouveau trésor religieux, Papa va faire ses courses au Dollarama !

Ce qui étonne aussi dans cet univers rococo, c'est la présence du rouge. Dans ses chapeaux, ses habits, ses collages, le rouge est là comme une marque de souffrance, le signe du christ sur la croix. Mais, il s'agit aussi du rouge du drapeau canadien !

Comme de nombreux artistes dits bruts, Papa Palmerino était ouvrier et il s'est mis à créer après un grave accident de travail. Il devait avoir à peine 50 ans. Pour vivre, il reçoit une pension. Ainsi il peut s'occuper de sa boutique de ventes d'articles religieux. Il habite avec sa femme, mais elle reste à l'écart du style de vie de Papa, qui voudrait être Pape à la place du Pape et qui assume de moins en moins son rôle de père et de mari... Ainsi il ne mange pas souvent avec sa femme et il s'est aménagé son petit coin religieux dans la demeure.

Difficile malgré tout d'en savoir d'avantage, car Papa ne parle pas fort et mélange le français et l'anglais à l'italien sans vraiment prononcer les mots. Libre au visiteur donc d'interpréter ce qu'il voit et à toi lecteur de croire ce que ce texte t'inspire.

Expo «Chassé – croisé » présente des œuvres de Félicien Lévesque, Léo Fournier, Edmond Chatigny, Honoré Hunt, Bill Anhang, Richard Greaves, Dominique Engel…

Au Château Dufresne, 2929, avenue Jeanne d'Arc, Montréal. tél : (514) 259-9201

Nota : un grand merci à Valérie Rousseau, directrice de la société des arts indisciplinés, pour ses infos et pour m'avoir fait découvrir Palmerino Sorgente.

Cette année le premier prix de la société des arts indisciplinés a été remis à Richard Greaves, un artiste vivant dans un bois retiré et qui bâtit des maisons étonnament déconstruites.

Contact :

Société des arts indisciplinés, 5106, rue Jeanne Mance, Montréal (Québec) H2V 4K1 Canada

courriel :www.sai.qc.ca

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

VOUS SOUHAITEZ COLLABORER AU QUARTIER LIBRE?
Prochaine réunion le mercredi 4 septembre à 17 heures au local du journal

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
QUARTIER LIBRE

Le Quartier Libre est à la recherche de deux chefs de pupitre, sections culture et campus.

Faites parvenir vos CV, lettres de motivation et articles par courriel, par télécopieur ou à nos bureaux de 13 h à 17 h du lundi au vendredi

TOUJOURS 2 POUR 1 LIVRAISON GRATUITE
double pizza®
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS 10% SUR $ 50 ET PLUS
343-0-343
5002 Queen Mary

plan d étudiants

CONCOURS ÉTU IANTS

Vous étu iez pour evenir tra ucteur, entiste ou esigner. Vous voulez evenir quelqu'un. Vous evez faire vos evoirs. Vous evez planifier votre bu get.

Le d pourrait tout changer.
plan d • étudiants

Desjardins
Conjuguer avoirs et êtres

à gagner :
3 bourses de 1000 $ au niveau universitaire offertes par la Fondation Desjardins
3 bourses de 500 $ aux niveaux professionnel et collégial offertes par la Fondation Desjardins
Cours en plus la chance de doubler ton prix.

Ce concours s'adresse aux membres de Desjardins de 17 ans ou plus qui étudient à temps plein dans une école professionnelle, au cégep ou à l'université. Le montant de la bourse sera doublé si le gagnant possède déjà l'un des produits du plan d • étudiants visés par cette promotion.

Du 19 août au 4 octobre 2002, procure-toi le bulletin de participation à ta caisse ou au www.desjardins.com

····· DU 26 AOÛT
AU 5 SEPTEMBRE

Vivez le mouvement...

vivez la Rentrée!

FAÉCUM2002

Calendrier de la rentrée

le mercredi 28 AOÛT
19 h
Match d'ouverture des Carabins (football)
CEPSUM

le jeudi 29 AOÛT
12 h
Épluchette de blé d'Inde FAÉCUM
Pub-Terrasse FAÉCUM
GRATUIT

le mardi 3 SEPTEMBRE
12 h
Tournoi de baby-foot FAÉCUM
Pub-Terrasse FAÉCUM

16 h
Spectacle de la Rentrée FAÉCUM
Mes Aïeux, Fred Fortin et Gros Méné
Pub-Terrasse FAÉCUM
GRATUIT

le mercredi 4 SEPTEMBRE
16 h
Championnat Inter-associations
Pub-Terrasse FAÉCUM

19 h
Spécial Bols et Bolles de la Rentrée
Pub-Terrasse FAÉCUM

le jeudi 5 SEPTEMBRE
22 h
Party de la Rentrée
3200, rue Jean-Brillant
5 $
Billets en vente aux comptoirs multiservice FAÉCUM, local B-1265, Pavillon 3200 Jean-Brillant et rez-de-chaussé du pavillon J.A. DeSève

CISM 89,3 FM

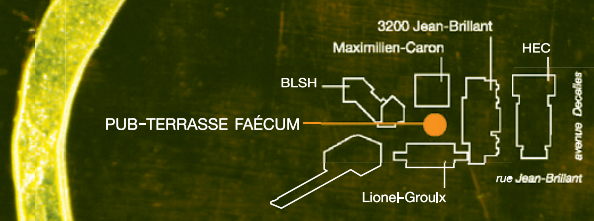
PUB-TERRASSE FAÉCUM >>
PLACE LA LAURENTIENNE

11 h 00 à 20 h 00 tous les jours

26	27	28	29	30				3	4	5

août — septembre

CHIEN-CHAUD ›› HAMBOURGEOIS ›› NACHOS / SALSA ›› CROUSTILLES ›› BOISSON GAZEUSE ›› EAU ›› JUS ›› BIÈRE ››



Pour toute information :
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)
Pavillon 3200 Jean-Brillant, local B-1265
Tél. : (514) 343-5947

Molson Dry — Crocodile — ASEQ Alliance pour la santé étudiante au Québec — FAÉCUM